

Non à France Travail !

Category: Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 30 novembre 2023

ENSEMBLE! soutient chaque année la mobilisation pour les droits des chômeurs et chômeuses le premier samedi de décembre. Contre la loi France Travail, ENSEMBLE! a été à l'initiative d'une tribune unitaire parue dans le Club de Mediapart, signée par des responsables politiques, associatifs, et des syndicats, dont l'Union syndicale Solidaire.

La tribune publiée dans le *Club de Mediapart* est à lire ici : [Droit au travail ou surveillance de la détresse sociale ?](#)

Un article fait le point sur les enjeux : [France Travail : outil de surveillance](#)

Le tract des associations de chômeurs et de chômeuses est téléchargeable :



CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ : NON À FRANCE TRAVAIL !

De réforme en réforme, Macron, Borne et Dussopt n'ont eu de cesse de s'attaquer aux chômeurs/chômeuses plutôt que de s'attaquer au chômage. Leur projet de "France Travail" est la suite logique de leur "loi travail", toujours moins de droits pour les salariés.

Auparavant, ils s'étaient déjà attaqués à la formation professionnelle, à la médecine du travail, à l'inspection du travail, aux droits des prud'hommes... Le code du travail est donc plus épais mais avec plus d'exclusions, de particularités, d'exceptions, de contrats atypiques.

L'objectif reste le même, nous forcer à accepter n'importe quel emploi, à n'importe quel salaire et dans n'importe quelles conditions. La réforme du RSA avec ses 15h d'activité obligatoire est un pas de plus vers le travail forcé.

Ce changement, c'est aussi le retour du fameux « contrat d'engagement » : **plus de devoirs et moins de droits**. C'est encore et toujours plus d'individualisation du traitement du chômage, cela dédouane la collectivité et son système, et **culpabilise celui ou celle qui en est la victime**.

Et pourtant, aucune donnée -et certainement pas celles de Pôle emploi- ne montre que les personnes au chômage ne cherchent pas d'emploi.

La volonté du gouvernement : faire des économies

Faire diminuer artificiellement les chiffres du chômage, c'est s'assurer d'avoir un bon bilan à présenter, même bidon. Ainsi, tout est fait pour que certains allocataires se désinscrivent, quand d'autres sont poussés vers l'auto-entrepreneuriat. Quelqu'en soit les conséquences sur leurs revenus et droits sociaux.

Aussi, c'est aujourd'hui incontestable : à l'échelle mondiale, la réduction de la main d'œuvre ouvrière est observable dans tous les secteurs. **La production tendanciellement croissante se fait davantage avec des machines, une robotique dopée à l'intelligence artificielle.**

**CE N'EST PAS D'UN GRAND OUTIL TECHNOCRATIQUE DE FLICAGE DONT NOUS AVONS
BESOIN, MAIS D'UN GRAND, ET RÉEL SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI.**

Concernant la réforme du R.S.A.

Son versement sera conditionné à des « recherches d'emploi effectives » et à des efforts « vérifiables ». On ne sait pas trop ce que ça veut dire tant cela reste subjectif, à l'appréciation d'agents qui ont des directives et qui ne sont pas toujours suffisamment formés.

Concernant la réforme de l'Assurance Chômage

Nous dénonçons le nouvel accord qui prévoit une baisse des cotisations patronales de près de 2M d'€, mettant ainsi en danger l'avenir même de **l'unédic**, et imposant une nouvelle baisse généralisée des salaires. La mensualisation passera à 30 jours chaque mois (et non plus 30 ou 31 en fonction des mois) faisant ainsi perdre 5 à 6 jours d'allocations à l'année aux personnes indemnisées. Aucune contrepartie valable n'est proposée en échange.